



Réponse à l'appel à contributions au rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes et des filles au Conseil des droits de l'homme sur la prostitution et la violence à l'égard des femmes et des filles¹

28 janvier 2024

Décrivez le profil des femmes et des filles touchées par la prostitution dans votre pays et, dans la mesure du possible, fournissez des données ventilées.

30 000 à 50 000 personnes sont victimes de la prostitution en France selon le Haut Conseil à l'Égalité² entre les femmes et les hommes et parmi elles au moins 10 000 sont mineures.

85% femmes, 5% trans, 10% hommes, très majoritairement des personnes étrangères vulnérables. Parmi les personnes françaises sont retrouvées des mineur-es.

En 2022 l'AdN a accompagné 1 566 Personnes : 93% de femmes, 5% d'hommes et 2% de personnes trans, 28% identifiés comme victimes de traite, 14% de 18-25 ans, 68% d'origine subsaharienne, 28% originaire du Maghreb

On verra dans le tableau de l'annexe n°1 quelques éléments caractérisant les personnes accompagnées dans le cadre d'un Parcours de Sortie de Prostitution - PSP par l'Amicale du Nid :

L'Amicale du Nid fait des accompagnements de mineures avec l'Aide sociale à l'enfance sur sept départements. Les caractéristiques de ces mineures sont très semblables à l'étude faite en Seine Saint Denis entre avril et juillet 2021 à partir de 101

¹ Amicale du Nid : association nationale française abolitionniste présente sur le terrain auprès des personnes en situation de prostitution depuis 1946, les accompagnant vers la sortie de prostitution quand elles sont prêtes pour cela, 260 professionnel·les dans 16 départements : [Accueil • Amicale du Nid](#)

² [Repères statistiques - Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes \(haut-conseil-egalite.gouv.fr\)](#)

dossiers de l'Aide Sociale à l'Enfance collectés entre avril et juillet 2021³. Ses résultats sont très significatifs de la gravité des faits et de leur banalisation.

Ces dossiers concernent 99 filles et 2 garçons, 99% d'entre eux ont subi des violences avant leur entrée en prostitution, pour 7 filles sur 10 ces violences sont sexuelles, 1 sur 2 a subi des violences de la part de son petit ami ou de son ex petit ami.

Ces violences, quand elles ont fait l'objet d'un dépôt de plainte ont rarement été prises en compte.

Le parcours scolaire de ces mineur·es est chaotique, fait d'échecs et de violences.

Ces mineur·es ont de graves problèmes de santé et ils sont nombreux, à type d'infections sexuellement transmissibles – IST – Stress post-traumatique, fortes crises d'angoisse, troubles alimentaires, tentatives de suicide, addictions diverses (pour se dissocier et ne plus être en souffrance), grossesses précoces non désirées, interruptions de grossesse etc...

Ces mineur·es ont été capté·es par la prostitution entre 11 et 17 ans, 4 mineures sur 10 n'ont pas conscience d'avoir subi des actes prostitutionnels, 3 sur 10 les banalisent.

Un ou des proxénètes ont été repérés par des professionnel·les pour au moins 9 mineures sur 10, ils sont majoritairement des jeunes hommes âgés de 14 à 25 ans. Il s'agit d'un proxénétisme de réseau dans 9 cas sur 10. Ils postent tous leurs annonces pour trouver des clients prostitueurs en ligne : Wannonce, Sexmodel, Coco...

Quant aux clients prostitueurs, il s'agit exclusivement d'hommes, âgés de 14 à 60 ans. »⁴

A noter que l'Amicale du Nid observe que les mineur·es ont très souvent été contraintes de s'alcooliser ou de prendre une drogue pour accroître l'emprise.

[Quelles sont les formes de violence \(physique, psychologique, sexuelle, économique, administrative ou autre\) subies par les femmes et les filles prostituées ?](#) ^{5 6}

Les formes de violences subies par les femmes et les filles en situation de prostitution sont multiples, la première étant l'atteinte majeure de leur droit à la dignité, leur corps n'étant pas un instrument à louer pour la jouissance d'autrui mais elles-mêmes. L'effraction de leur intimité, sans désir et maintes fois répétée équivaut à des humiliations

³ Publiée en 2021, cette étude a été réalisée par Mathieu Scott, chargé d'études à l'Observatoire des violences envers les femmes de la Seine Saint Denis, sous la direction d'Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, et en partenariat avec l'Observatoire de la protection de l'Enfance de Seine-Saint-Denis.

⁴ [La prostitution des mineures en Seine-Saint-Denis : étude des dossiers de l'Aide sociale à l'enfance - seinesaintdenis.fr](#)

⁵ [Prostitution et Santé:Le nouveau Guide Repères de l'Amicale du Nid • Amicale du Nid](#)

⁶ [Etude ProSanté. Etude sur l'état de santé, l'accès aux soins et l'accès aux droits des personnes en situation de prostitution rencontrées dans des structures sociales et médicales \(santepubliquefrance.fr\)](#)



multiples qui sapent leur estime d'elles-mêmes et font le lit de dépressions, de pensées suicidaires, voire de suicides (voir annexe 1)

En fonction de sa situation, du temps passé dans la prostitution, de l'emprise subie, le discours des personnes ne sera pas le même.

Une femme en situation de prostitution disait : « passer dans les media c'est un leurre ; croyez-vous que si nous sommes en activité et surveillées par nos proxénètes nous dirons à la télé que nous n'en pouvons plus, que les clients sont violents et qu'on éprouve de la haine contre eux. Non, on vous dit que tout va bien et que notre métier est formidable soit parce qu'il rapporte beaucoup d'argent et nous rend indépendante, soit parce que nous rendons service à des hommes et à la société ».

Les violences sont constitutionnelles de la prostitution, multiples et personne ne peut y échapper :

- **Psychologiques** : mépris et insultes sont le lot quotidien des personnes en situation de prostitution, qui leur sont adressés par la société, les voisins, les acheteurs d'actes sexuels, les proxénètes, les trafiquants. Ces personnes ne sont perçues que comme objets sexuels, vénales, addictes au sexe quand en fait, elles n'ont pas eu d'autres choix, c'est-à-dire un non-choix, qu'un grand nombre d'entre elles ont à peine de quoi se nourrir, et qu'elles n'ont aucun désir d'avoir du sexe avec des inconnus, mal lavés, méprisants et parfois violents.

« Je reste marquée par cette expérience indicible. Les personnes vous traitent comme des moins que rien... La prostitution, je l'ai vécue comme une suite de viols, je me demandais comment ces hommes pouvaient défilier sans poser de questions, pas un seul ne s'est inquiété de ma détresse... »⁷

- **Physiques** : certains acheteurs d'actes sexuels sadiques viennent pour exercer des violences : coups à la tête, coups de poings, coups de pied, brûlures ...Des meurtres aussi...Les proxénètes ne sont pas en reste pour l'obtention de la rétribution qu'ils revendiquent...
- **Sexuelles** : refus de protection contribuant à transmettre des infections sexuelles diverses (IST, VIH...), à induire une grossesse dont le proxénète ou

⁷ Laurence Noëlle, survivante de la prostitution où elle était dès ses 17 ans dans les rues de Paris, *Renaitre de ses hontes*, Éditions Le Passeur, 2013

le trafiquant ne voudra pas, intromission vaginale ou rectale à plusieurs ou avec un objet.

Nous rapportons le témoignage d'un praticien hospitalier⁸ en annexe 3 qui a reçu des femmes prostituées pour lesquelles une expertise lui était demandée.

Toutes ces violences ont des effets dramatiques sur la santé globale de la personne, psychique, physique, sexuelle dont ceux du stress post traumatique et ceux, parfois, de prises de drogues pour supporter une vie très difficile, grossesses non désirées, interruptions de grossesse particulièrement nombreuses dans cette population, ceux des Infections Sexuellement Transmissibles, VIH etc.⁹

Des études ont pu démontrer que l'espérance de vie de ces personnes était pénalisée de plusieurs années par rapport au reste de la population.

En ce qui concerne les violences économiques elles sont visibles dans l'exploitation des proxénètes et des trafiquants : de nombreuses personnes en situation de prostitution ont à peine de quoi se nourrir (voir étude proSanté à laquelle l'AdN a participé)¹⁰

[Dans quelle mesure les cadres législatifs et les politiques ont-ils été efficaces pour prévenir et répondre à la violence à l'égard des femmes et des filles dans la prostitution ?](#)

¹¹ Le cadre législatif français est opérationnel quand il est appliqué, et notamment pour l'accompagnement des personnes vers la sortie de la prostitution.

Depuis 2017 au plan national: 1 242 personnes ont suivi ou sont en cours de suivi d'un PSP, 643 personnes sont en cours de PSP au 1er janvier 2023 : 86% de femmes, 14% d'hommes et de personnes trans (403 personnes au 1er janvier 2021 et 446 au 1er janvier 2022 - 54 refus en 2022 - communiqué de la ministre Isabelle ROME lors du comité de suivi de la loi de 2016)

⁸ Dr Éric Darnis, praticien hospitalier au CHU de Nantes et expert près la cour d'appel de Rennes en gynécologie obstétrique. Prostitutions : les enjeux sanitaires et sociaux, Inspection Générale des affaires sociales, RM2012-146P annexe 4.

⁹ Dre Marie-Hélène FRANJOU, médecine de santé publique, in Prostitution et Santé, Guide Santé de l'Amicale du Nid, éditions Amicale du Nid, 2023

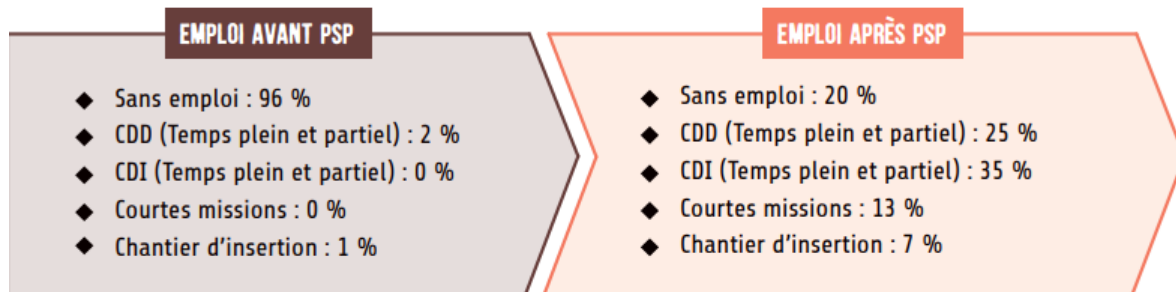
¹⁰ [Etude ProSanté. Etude sur l'état de santé, l'accès aux soins et l'accès aux droits des personnes en situation de prostitution rencontrées dans des structures sociales et médicales \(santepubliquefrance.fr\)](#)

¹¹ <https://www.vie-publique.fr/loi/20914-loi-visant-renforcer-la-lutte-contre-le-systeme-prostitutionnel>

Personnes en PSP accompagnées par l'Amicale du Nid¹²



LES PARCOURS DE SORTIE DE LA PROSTITUTION



La délivrance de PSP officialise le statut de victime des personnes, leur redonne leur dignité d'êtres humains et facilite leur sortie de prostitution. Nous regrettons, malgré l'augmentation du nombre de PSP accordés, que la loi soit appliquée de façon variable en fonction des départements – voir annexe 2, que l'aide financière ne soit pas suffisante et que l'accès au logement soit des plus restreints.

¹² Extrait du Rapport annuel 2022 de l'Amicale du Nid : [Rapport d'Activités 2022 - V2](https://www.amicaledunid.org/rapport-activites-2022-v2) ([amicaledunid.org](https://www.amicaledunid.org))

Par ailleurs, il est indispensable qu'une montée en puissance de la prévention soit faite, auprès des enfants et de la population générale. Sans cela, les sorties de prostitution ne seront pas suivies d'effets notables car remplacées par de nouvelles entrées...

Il est aussi indispensable que la population française sache que les achats d'actes sexuels entraînent souffrances multiples personnes en situation de prostitution et qu'ils soutiennent le proxénétisme et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et que, sur le terrain il y a continuum entre prostitution et traite, et que, dans les deux cas il y a atteinte majeure aux droits humains.

Depuis 2017 au plan national: 1 242 personnes ont suivi ou sont en cours de suivi d'un PSP, 643 personnes sont en cours de PSP au 1er janvier 2023 : 86% de femmes, 14% d'hommes et de personnes trans (403 personnes au 1er janvier 2021 et 446 au 1er janvier 2022 - 54 refus en 2022 - communiqué de la ministre Isabelle ROME lors du comité de suivi de la loi de 2016)

La distinction entre prostitution et traite à des fins d'exploitation sexuelle, si elle est intellectuellement compréhensible, a peu de sens sur le terrain : l'acheteur ne cherche pas en général à savoir les raisons de la situation de la personne à qui il achète un acte sexuel, et s'il questionne, la personne ne peut pas dénoncer son exploitation par crainte de représailles.

C'est bien la demande qu'il convient de faire disparaître pour abolir la prostitution et la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Et pour cela la loi doit être appliquée vis-à-vis des acheteurs d'actes sexuels.

Quelles sont les mesures mises en place pour aider et soutenir les femmes et les filles ¹³qui souhaitent quitter la prostitution ? ¹⁴

Les femmes et des filles qui souhaitent quitter la prostitution nécessitent de retrouver confiance en elles et de comprendre que leur « choix » d'être dans cette situation était contraint et de ce fait n'en était pas un. Elles doivent se battre pour obtenir leurs droits, droit à la dignité, droit à la santé, droit de séjour sur le territoire français, droit de travailler, droit au logement. Leur projet est construit avec le soutien, l'écoute active et bienveillante et les compétences des 260

¹³ voir le document FACT-S dont l'Amicale du Nid est co-auteur,

¹⁴ <https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2023/07/rapport-dactivites-2022-version-web-1.pdf>



accompagnant-es de l'Amicale du Nid, association agréée par le gouvernement français.

L'accompagnement social global personnalisé intègre toutes les dimensions du processus d'émancipation du système prostitutionnel :

- Accès aux soins et à la prise en charge de la santé globale, physique, psychologique et sexuelle : pour l'interruption de grossesse et la contraception une mineure peut agir sans ses parents mais il n'en est pas de même pour toute question de santé
- Sécurité en termes de mise à l'abri et de protection contre les violences, d'éloignement du milieu prostitutionnel. Une ordonnance du juge des enfants définit la protection des mineures en relation avec la situation familiale
- Accès aux droits sociaux, droits des victimes, égalité de traitement. Protection des mineures définie par le juge en relation avec la situation familiale.
- Accès à la maîtrise de la langue française pour les femmes étrangères, accès à l'emploi pour indépendance et estime de soi. La mineure non émancipée relève de la responsabilité parentale et du juge et un travail éducatif est entrepris en conséquence.
- Émancipation des représentations sociétales de la prostitution pour une meilleure compréhension de leur parcours de vie et des contraintes vécues.
- Émancipation dans le rapport aux autres pour une intégration sociale, pour le bénéfice de la culture et des sports, pour la parentalité.

La sortie de la prostitution est très difficile en raison des multiples obstacles rencontrés. La loi de 2016 prévoit un parcours de sortie – PSP – qui fait l'objet d'une autorisation délivrée par le préfet. Ce parcours est élaboré et mis en œuvre avec l'accord de la bénéficiaire par une association agréée. Il est prévu pour une durée de six mois renouvelable dans une limite de 24 mois. Les personnes engagées dans celui-ci peuvent bénéficier :

- D'un accompagnement individualisé vers la sortie de la prostitution et l'insertion sociale et professionnelle par une association agréée.
- D'un logement
- D'une autorisation provisoire de séjour d'une durée initiale de 6 mois
- Du versement de l'aide financière à l'insertion sociale – AFIS (343,20 € mensuels pour une personne seule – 449,28 € pour une personne et un enfant à charge)

Les associations de terrain n'ont pas attendu la loi pour accompagner les personnes qui le souhaitent vers la sortie de la prostitution, toutefois les obstacles sont nombreux et il est certain que la loi de 2016 a apporté une aide à celles souhaitant s'émanciper. La



délivrance du parcours est une reconnaissance de leur statut de victime et un encouragement officiel à se battre pour aller vers leur émancipation des violences prostitutionnelles et une vie digne.

Quels sont les obstacles auxquels sont confrontés les organismes et les fournisseurs de services de première ligne dans leur mission de soutien aux victimes et aux survivantes de la prostitution ?

Les obstacles sont nombreux :

- « Aller vers » plus difficile du fait de l'accroissement très important des mises en relation par les réseaux sociaux
- La grande majorité des personnes en situation de prostitution étant étrangères, l'apprentissage du Français est nécessaire pour un réel accès à une formation avant l'emploi
- La majorité des personnes en situation de prostitution sont sous emprise et l'accès au logement est compliqué car il l'est déjà pour les Français-es
- Les problèmes de santé sont nombreux et les soins nécessaires peuvent être difficilement accessibles, notamment pour les problèmes de santé psychique.
- Le parcours de sortie – PSP, est plus ou moins accessible – 50% à 100% d'acceptation des dossiers présentés en fonction de la préfecture selon que les personnes sont perçues comme victimes ou comme étrangères en situation irrégulière.
- Accepté le PSP est revu chaque semestre, sa révision est souhaitable tous les ans pour alléger l'aspect administratif.
- Le nombre annuel de PSP au plan national doit être très largement augmenté
- La prévention doit être, elle aussi, très volontairement mise en place sur tout le territoire de la République : auprès de la population générale et des enfants
- L'application de la loi doit être faite sur tous ses aspects et notamment les mesures de responsabilisation et les mesures pénales en cas de délit et de crime.

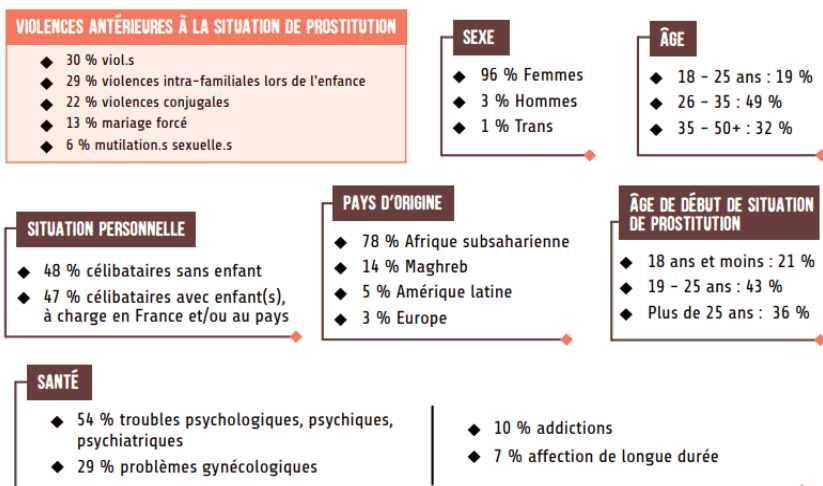
Annexes

1) Caractéristiques des personnes accompagnées par l'Amicale du Nid et engagées dans parcours de sortie de prostitution – PSP – (extrait du rapport annuel 2022)

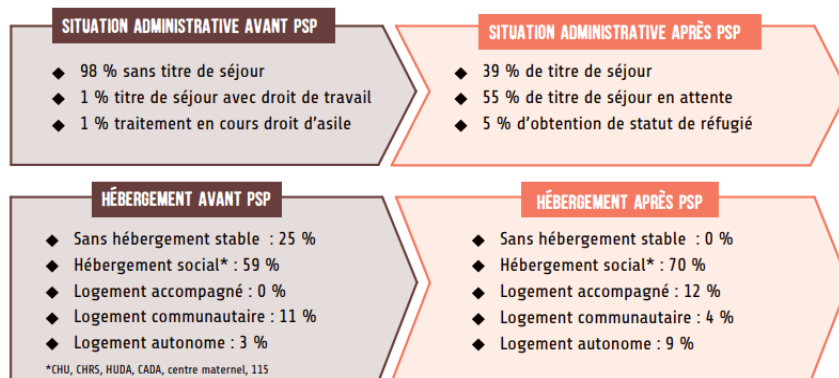
DEPUIS 2017

► Qui sont les 452 personnes présentant une demande de parcours de sortie de la prostitution ?

60% SONT VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE (TEHES)



► Leur situation avant le parcours de sortie de prostitution



2) Répartition des dossiers de demandes de Parcours de Sortie de Prostitution entre 2017 et 2022 présentés par l'Amicale du Nid (extrait du rapport annuel de 2022)¹⁵

► Répartition des dossiers de demandes de PSP entre 2017 et 2022

DÉPARTEMENT	Nombre de demandes PSP présentés	Taux d'accord par le.la préfet.e
13	38	89 %
31	37	95 %
34	33	91 %
38-73	46	78 %
69	56	80 %
75	105	100 %
78	11	73 %
92	25	52 %
93	79	87 %
95	14	50 %
BR	8	100 %
TOTAL	452	86 % de PSP autorisés

Notre analyse

L'Amicale du Nid déplore une inégalité territoriale en matière d'autorisation de PSP par les préfet.e.s, malgré une qualité que nous considérons homogène dans les dossiers présentés par notre association, après des mois d'accompagnement, voire plus, des demandeurs.euses.

Cette inégalité de traitement est soulignée par plusieurs associations dont l'Amicale du Nid : la circulaire du 13 avril 2022 qui vient préciser les critères d'admission en PSP n'a pas encore porté ses fruits, même si nous constatons une baisse globale en 2022 du taux de refus des demandes.

3) Témoignage d'un praticien hospitalier¹⁶ qui a reçu des femmes prostituées pour lesquelles une expertise lui était demandée :

« Vulnérables car étrangères en situation irrégulière sur le territoire, elles étaient engagées dans une procédure judiciaire très courageuse contre leur proxénète :
 « Outre ces problèmes (refus du préservatif de la part des clients, travail en continu parfois de 18h 30 à 8 heures du matin pour une jeune de 15 ans, insultes, vols etc.), ces femmes ont été exposées aux violences de la part des clients, incluant

¹⁵ <https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2023/07/rapport-dactivites-2022-version-web-1.pdf>

¹⁶ Dr Éric Darnis, praticien hospitalier au CHU de Nantes et expert près la cour d'appel de Rennes en gynécologie obstétrique. Prostitutions : les enjeux sanitaires et sociaux, Inspection Générale des affaires sociales, RM2012-146P annexe 4.



des menaces avec couteaux ou pistolet, des positions acrobatiques imposées avec les membres liés au lit, des photos pendant les relations sexuelles et des ébats avec plusieurs clients. Elles ont fait l'objet de brûlures de cigarettes assez récurrentes sur les seins et la face interne des cuisses ».

Les résultats des examens médicaux étaient catastrophiques pour ces jeunes femmes originaires d'Europe de l'Est ou d'Afrique subsaharienne.

Dans le rapport d'information à l'Assemblée Nationale n° 3334 du 13 avril 2011¹⁷ : « Une victime nigériane de la traite, Baina, rencontrée à l'Amicale du Nid de Paris a témoigné de la gravité des violences subies : alors qu'elle n'avait jamais eu de rapports sexuels, elle a été ligotée et violée à 17 ans. À huit reprises, Baina est tombée enceinte à la suite de rapports avec des clients qui refusaient de mettre un préservatif. Ses proxénètes l'ont, à chaque fois, obligée à avorter en lui donnant des coups de pied dans le ventre. Surveillée en permanence, elle n'a pas eu une minute à elle entre 2000 et 2007 ».

« Quand un individu est réduit au statut d'objet et doit subir l'arbitraire le plus complet – à savoir la violence décomplexée – il ne peut que se vivre comme « indigné » (protestation) devenant « indigne » (perte de l'estime)¹⁸

¹⁷ Réalisé par Danielle Bousquet députée et Guy Geoffroy député.

¹⁸ Cynthia Fleury in *La clinique de la dignité*, éditions du Seuil, 2023